# L'ABEILLE.

Journal Politique du Peuple et de la Ville,
PUBLIÉ PAR JEROME BAYON.
NOUVELLE-ORLEANS :
JEUDI MATIN, 26 NOVEMBRE 1835.

## NOUVELLES RECENTES D'ESPAGNE.

Par l'arrivée de la barque *Philadelphie*, nous avons reçu par liasses de gazettes de la Havane, qui vont jusqu'au 16 de ce mois.

Ce même jour, entrait dans ce port le courrier de la Havane No. 2, apportant des papiers de Cadix et de Madrid, que l'éditeur du *Noticioso y Lucero* n'avait pas eu le temps de dépouiller au moment du départ de la barque Philadelphie. Cependant il publie dans un extrait les nouvelles suivantes.

Le 6 octobre, le ministère était ainsi composé,

Ministre d'Etat, D. Miguel Ricardo de Alava.
——— Finances, D. Juan Alvarez y Mendizabal.
——— Intérieur, D. Martin de los Heros.
——— Guerre, le comte de Almodovar.
——— Justice, D. Alvaro Gomez Becerra.
——— Marine, Vacant.

On suppose que D. Juan Maria Chacon sera nommé à ce ministère.

On a nommé capitaines-généraux des provinces qui inspiraient de l'inquiétude au gouvernement, les généraux suivans:

Catalogne—Le général Mina.
Arragon—Le duc de Berwick.
Valence—Le général Carratala.
Estramadure—Le général Rodil.
Andalousie—Le général Espinosa.
Grenade—Le général D. Antonio Quiroga.

Par un décret de la Reine, les Cortès nationales sont convoquées pour le 1 novembre.

Toutes les provinces avaient fait leur soumission au gouvernement, excepté l'Andalousie, mais on espérait qu'avant peu elle aurait soumise.

D. Miguel Ricardo de Alava avait d'abord été nommé président du Conseil des ministres, mais ayant refusé cette charge, ce fut Mendizabal qui fut choisi. Aussitôt son arrivée au pouvoir, il fit proclamer une amnistie générale pour tous les délits politiques commis depuis le commencement des troubles civils. Ces délits devront être considérés comme nuls et non avenus.

### Première défection du Pacifique Hostalrichine en faveur de Texiana.

M. Vinces gouverneur de Coahuila et Texas venait par ordre du gouvernement mexicain d'être enlevé de la prison où il languissait depuis longtemps pour être conduit au fort de St. Jean d'Ulloa à Vera Cruz : le docteur Grant, membre de la législature du même état et également retenu dans les fers devait voyager en compagnie avec M. Vinces : ces deux Mexicains furent confiés pour le général Cos à la garde d'un colonel qui reçut 100 hommes bien armés avec l'ordre de ne jamais perdre de vue ces deux citoyens. Tout étant ainsi réglé on se mit en route vers le Sud mais à quelques jours de marche les soldats mécontentèrent le colonel à coups de crosse de fusil et ne lui laissèrent la vie qu'après de grandes supplications. Au même moment apparut le colonel Gonzales qui fut reconnu pour chef de l'expédition et qui se rendit à la tête de sa compagnie auprès de M. Vinces pour lui déclarer qu'il était libre et que le colonel et les soldats ne reconnaîtraient plus d'autres ordres que les siens. Alors la marche du voyage fut dirigée vers le Texas en passant par Monterey où ils laissèrent le lér. colonel bien malade de ses blessures. De Monte Rey ils se dirigèrent vers San Felipe de Austin où nous avons appris leur arrivée. En passant dans quelques localités le colonel Gonzales a été obligé de faire quelques réquisitions de chevaux d'argent et de vivres, le tout a été payé ou bon sur la douane de Matamoros; dans ces diverses circonstances le colonel ne manquait pas de stimuler une grande rigueur envers les prisonniers qu'il allait, disait-il, remettre à Santa-Anna. Cette tactique avait le double avantage d'éviter les difficultés que pourraient opposer à sa marche les partisans de Santa-Anna et de faire passer sur eux toutes les fois de route.

Par ce moyen MM. Vinces et Grant sont arrivés sans accidens à San Felipe et le colonel Gonzales suivi de cent soldats bien montés et bien armés est pris rang dans l'armée des Texiens. Cet exemple ne sera pas sans influence sur les soldats du général Cos, et la présence de Vinces à San Felipe ne peut manquer d'avancer de beaucoup les affaires de Texas.

Les satellites de Ste. Anna ont ravagé les propriétés de M. Grant; sa maison a été entièrement dévastée et sa femme et ses enfans qui été obligés de prendre la fuite. Ce coup de main a eu lieu avant la fuite de ce député.

Les Espagnols qui attendent à la Nouvelle Orléans, les yeux fixés vers le Mexique, les succès de manœuvres de Santa-Anna pour se décider font courir le bruit que le traité d'indépendance est arrivé ratifié de Madrid. Si cette nouvelle était vraie il faudrait s'attendre dès à une grande irruption d'Espagnols au Mexique où ils espèrent encore triompher par le nombre l'influence et les richesses des préventions nationales qui les repoussent, mais la nouvelle est tout à fait prématurée ; les cortès Espagnoles ne sont pas encore réunies et ce n'est que de cette assemblée que le traité doit recevoir sa sanction. Dans tous les cas si Santa-Anna, comme tout le fait présager, vient à tomber ou à tourner vers le parti qu'il a abandonné, le traité sera annulé comme étant l'œuvre d'une autorité illégale.

### Nouvelle invention très importante.—Nous lisons dans le *National Intelligencer*, qu'un monsieur Salamon, de la Pensilvanie, a inventé de nouvelles bouilloires à vapeur de sûreté, qui, par leur construction particulière, sont à l'abri des explosions, quelque soit d'ailleurs le degré de pression qu'on leur fasse éprouver.

Nous apprenons que ces bouilloires vont bientôt être mises à l'épreuve, et que d'avance nous les ingénieurs et les mécaniciens les plus instruits ont déclaré toute leur confiance dans la réussite de l'essai qui va en être fait. Ils vont même jusqu'à dire qu'ils considèrent cette invention comme une des plus utiles que le siècle ait produit. S'il en est ainsi espérons, pour le bien de l'humanité, qu'aucun boiteux à vapeur, surtout ceux qui navigueront sur les rivières de l'Ouest, où les accidens sont si fréquens, n'emploiera aucune autre bouilloire.

## MESSAGE DU PRESIDENT.

En réfléchissant avec attention sur la nature des événemens politiques qui ont eu lieu dans le cours de l'année actuelle, il est facile de se convaincre que le message du président à l'ouverture du prochain congrès, sera du plus grand intérêt non-seulement pour les Etats-Unis, collectivement en référendum, mais encore pour tous les royaumes du grande arène lorsque la Grande République est en relation d'affaires. Deux points principaux si nous devons en juger par les choses passées, formeront la base de ce document. Le premier traitera sans doute de la politique extérieure, et le second de la situation de nos affaires domestiques. En premier lieu, la question de l'indemnité française, sera résolue d'une manière définitive et nous trouvera en juste, d'après les paroles du Président, si nous devons avoir ou la paix ou la guerre. L'Europe entière a les yeux fixés dans ce moment sur les Etats-Unis. Le Message de l'an dernier d'un côté, et de l'autre la loi relative à la réclamation américaine, et surtout l'amendement du général Valazé qui laisse cette loi sans force et sans effet, dans le cas où le gouvernement français ne recevrait pas les explications qu'il demande, tout cela donne une indécision à la question pendante, indécision que quelques gouvernemens, tels que l'Angleterre, la Russie et l'Autriche, voudraient voir terminée au plus même d'une guerre générale, dans laquelle le nord des deux mondes serait compromis. Il ne faut pas se tromper sur la part active que devront nécessairement prendre quelques-uns des premières puissances de l'Europe, à supposer qu'une campagne s'ouvrit entre la France et l'Amérique. L'Angleterre contrariée blâme, quelque jalouse de notre marine marchande qui lui disputé l'empire des mers et le commerce de toutes les parties du monde habité, ne manquerait pas que d'agir, et on n'est ouvertement, du moins dans le moment pour le monde de notre cause. L'Angleterre est entrée plus avant dans la prospérité commerciale de la France, et de ce marins militaire qui en renforce de jour en jour, qu'elle ne l'est de notre croissance, quelque grande qu'il soit. La convenance commerciale n'entre entre la Grande-Bretagne et nous, que par la diminution de nos bâtimens quant à la nature du commerce mutuel des deux nations, elle est presqu'entièrement différente. L'Autriche, qui soupçonne à l'héritage les produits de son agriculture, aime regarde d'un mauvais œil les progrès de notre manufacturier à l'étranger. La commerce n'entre donc, pour en qu'il semble dire importance, qu'entre les peuples qui exportent les mêmes articles. La France et l'Angleterre, chaque sont de ces peuples dont le commerce offre plus d'analogie avec les Etats-Unis, et la paix intérieure semble ne toujours respectivement basée par les appréhensions d'une rivalité ancienne, il est facile de comprendre que la Grande-Bretagne fera tout son possible, dans une position aussi critique, pour empêcher la guerre qui nous devient mais bien pour empêcher la guerre qui nous devient mais bien pour empêcher la guerre qui nous devient mais bien